



S.N.E.T.A.P.-F.S.U.

Syndicat National de l'Enseignement Technique Agricole Public
Fédération Syndicale Unitaire

Secteur Pédagogie et Vie Scolaire

A Paris le 15 février 2022

A Monsieur J.COPPALLE,
Sous Directeur de l'enseignement supérieur

Objet : contribution du SNETAP-FSU à la rénovation des BTSA MVAOE, BioQUALIM et ACB

Monsieur,

Nous vous prions de trouver ci dessous les remarques/ propositions du SNETAP-FSU concernant le projet de réforme du référentiel du BTSA

Nous rappelons notre opposition à la semestrialisation (et aux incitations de la DGER quant à son développement) et aux BTSA évalués uniquement en CCF amenant à des BTS « maison » sans régulation nationale du niveau d'exigence.

Nous continuons de demander également que cette réforme ne se fasse pas à moyens constants notamment pour prendre en compte les BTSA à 2 sections qui ne seront pas rénovés à la même période mais aussi parce qu'un état des lieux des besoins en dédoublements supplémentaires révèle une nécessité d'augmenter les dotations en heures des BTSA.

Au nom de l'autonomie, nous considérons que, par cette réforme, c'est une dérégulation qui se poursuit : dédoublements, non affectation des horaires à des disciplines. La logique de suppression des seuils se poursuit. **Nous contestons l'absence d'indication de répartition horaire dans les modules. Nous demandons que la pluridisciplinarité soit affectée par discipline.**

Nous considérons que l'augmentation générale des heures d'enseignement non affectées n'est pas la bonne solution.

Nous constatons, une nouvelle fois, que les attendus de ces référentiels sont trop légers et l'annonce que des précisions seront données dans des documents d'accompagnement que nous ne connaissons pas ne nous satisfait pas. Enfin, nous considérons que les modalités d'évaluation manquent parfois de repères, de précisions.

Pour continuer, nous observons que l'accompagnement des élèves en difficulté est de nouveau oublié dans ces projets de référentiel. Alors que nous constatons chaque année un



afflux croissant de bacheliers professionnels dans nos classes de BTSA, étudiants qui, pour certains, rencontrent d'importantes difficultés voire démissionnent en cours de formation, ces projets de référentiels ignorent totalement ces élèves et ne prévoient en aucun cas une mise à niveau, un accompagnement personnalisé...

Pour donner du sens aux enseignements, il y a la volonté de mettre les disciplines générales "au service" des enseignements professionnels. Cet objectif, peut-être pertinent, ne prend pas en compte le nécessaire travail d'organisation de la formation et d'intégration de ces collègues dans la filière.

Le "tout CCF", dans les BTSA semestrialisés, va aussi entraîner un travail administratif très important, qui va s'en charger ? Nous rappelons la nécessité de mettre en place une décharge pour les collègues coordonnateurs chargés de la gestion et du pilotage des CCF ainsi que l'attribution d'une dotation de 1500 € par établissement afin de pouvoir payer les frais de déplacements des jury extérieurs et les frais de corrections des rapports par exemple...c'est une situation qui existait pour les établissements en expérimentation LMD.

Pour terminer, nous nous étonnons et dénonçons l'absence de groupes de travail issus du CNEA pour participer à la rénovation de ces diplômes, de plus, la consultation des équipes organisées au pas de charge, dans le contexte COVID qui plus est, n'est pas de nature à recueillir l'avis des équipes de terrain. Quelle était l'urgence pour des diplômes rénovés en 2023 ? Les délais impartis ne permettent absolument pas aux équipes de s'approprier ce projet, de le digérer et d'en faire une synthèse compréhensible pour tous les collègues. La charge de travail, notamment administratif était pléthorique surtout à proximité des congés d'hiver (le 4/2 pour la zone B).

CONCERNANT spécifiquement les différents référentiels du BTSA BIOQUALIM

Pour commencer, nous regrettons le décalage majeur entre l'intitulé BioQUALIM et le contenu très technique et industriel ce qui aura impact probablement négatif en termes de recrutement (fuites/démissions). De plus, le contenu « très industriel », semble en déconnexion complète des petits ateliers, notamment le secteur fermier qui fournit nombre d'étudiants. Cela impactera inévitablement le recrutement et accentuera la crise actuelle.

Nous nous interrogeons ensuite sur le niveau d'exigence. Les capacités visées, dans la formulation des capacités, ou plus exactement des conditions d'atteinte des capacités, nous semblent très souvent très déconnectées des attentes des jeunes que nous recrutons, et surtout de leur niveau. En effet, le paragraphe "fiche descriptive d'activité", par exemple, est très ambitieux. La liste, nous paraît relever plutôt du niveau bac +5. L'éventail des savoirs, responsabilités et domaines de compétences nous paraît très (trop) large. Un technicien supérieur n'a pas vocation à maîtriser tous ces points : un bon nombre d'entre eux sont attendus à niveau application/reproduction et non pas à niveau maîtrise avec initiative. Et d'autant plus que que les volumes horaires alloués aux enseignements devant conduire à l'atteinte des capacités sont à notre sens très insuffisants. On est à grille constante, avec des exigences accrues et de nouveaux champs à aborder. Exemples: C64: atteinte si capacité de réaliser des opérations de maintenance niv 1 et 2 - C53 "en capacité de configurer un atelier" Ainsi, la description faite à partir de la page 11 (exemple : Capacité 6 correspondant au bloc de compétences B6 : Garantir les performances d'une ligne de production) est bien ambitieuse et la description des capacités nous paraît être hors gabarit bac +2

ORGANISATION DE LA FORMATION

L'absence de précisions sur la répartition matières à l'intérieur des modules, l'enveloppe pour effectif réduit, l'enveloppe de 50h "libres" pour la pluri sont autant de moyens disponibles pour

de la gestion locale... et de sources de conflits potentiels entre collègues De plus, la mention d'une seule semaine de stage en AT est trop limitative. Enfin, un seuil de 27 en GI (et même à 19, comme celui du GA d'ailleurs) est un non-sens: comment par exemple réaliser des TP en AT ou hall de GA ?

EVALUATION

E8: il est urgent d'avoir la note de cadrage pour la définition de l'épreuve E8 vu qu'il y a plusieurs capacités somme toute très différentes. Cela va impacter considérablement les stages (organisation et contenus demandés). Le dossier RSE en épreuve terminale E8 paraît très ambitieux et va forcément limiter le nombre d'entreprise pour effectuer les stages.

AUTRES REMARQUES

M6 - C6-3 : comment respecter les conditions d'atteinte des capacités pour les établissements ne disposant pas de supervision? Nous ne voyons pas bien le lien entre les attendus "pilottage" et les conditions d'atteinte de la capacité.

Nous constatons que la BMB est ventilée sur l'ensemble des capacités contre seulement 2 auparavant avec le même volume horaire. 4h / semaine pour intervenir sur 4 modules de formation paraît beaucoup trop peu.

La réforme de ce diplôme rend nécessaire la formation des équipes notamment pour les nouveaux enseignements, par exemple en TIM.

CONCERNANT spécifiquement les différents référentiels du BTSA MVAOE

L'acronyme interroge énormément. Ne sera-t-il pas un repoussoir ? Le terme « environnement » ne portera-t-il pas à confusion ?

Nous pouvons regretter l'absence de diagnostic sur l'insertion professionnelle des BTSa PH qui n'est pas présenté à court terme / moyen terme / long terme. Ce qui, à notre sens, limite une écriture totalement pertinente pour un nouveau référentiel.

Le référentiel de 2010 évoquait une exigence de formation à des métiers à responsabilité et encadrement. Il semble que le nouveau en fasse le deuil. Si peu de diplômés s'installent rapidement, c'est une réalité, c'est un horizon, à notre sens, à présenter à moyen terme.

Pour ce diplôme également, nous considérons que la grille horaire est peu lisible car la pluri n'est pas affectée, les horaires par matière sont difficiles à prévoir. Cela va compliquer la préparation des fiches de service et l'EDT. Les seuils de dédoublement conseillés sont passés de 16 et 24 à 19, 20 et 27...ils sont conservés dans cette réforme. Nos salles de classes ne sont pas prévues pour ces effectifs. En travaux pratiques, même avec des BTS, encadrer 19 jeunes, reste compliqué pour avoir suffisamment d'activités pour occuper tout le monde correctement et dangereux.

EPT 7 SPV

Concernant les stages et les contenus des SPV : que faut-il comprendre dans l'expression : produire des références ? Et le conseil ? Cela portera à de nombreuses interprétations et entraînera un traitement différent des candidats lors de l'évaluation, comme c'est déjà le cas depuis longtemps. Certains candidats sont dévalorisés, car les contenus du rapport ne correspondent pas à l'interprétation que d'autres correcteurs en ont fait. Cela avait nécessité une harmonisation indispensable en raison des dérives dans l'ancien diplôme mais cela n'avait pas tout réglé, malheureusement.

Coûts de certains contenus de la formation

Rendre les cours de mathématiques et d'informatique plus concrets est une bonne chose, mais cela va nécessiter un investissement important de la part des différents enseignants, pour mettre en œuvre des séances pertinentes et cohérentes. Par ailleurs, où trouver les

financements pour des logiciels ou des systèmes robotisés pour faire ces enseignements ? Comment financer le CASES et la formation SST, pour que le certificat ait assez de valeur pour les entreprises ?

CONCERNANT spécifiquement les différents référentiels du BTSA ACB

Nous ne reviendrons ici que sur l'intitulé de ce BTSA. Nous nous étonnons de l'intitulé et notamment de la mention de la biodiversité. Évidemment la prise en compte de la biodiversité, sa préservation est un enjeu majeur dans la formation des futurs techniciens supérieurs du secteur mais seulement pour ce ce BTSA ? Qu'en sera-t-il pour celui en Production animale, en Aménagement paysager ou en gestion forestière... On ressent même un décalage entre ce terme dans le titre et le contenu des référentiels. N'est on pas là dans un vulgaire greenwashing ?

Restant à votre disposition pour tout échange, nous vous prions de croire Monsieur le Sous-directeur en notre dévouement le plus sincère pour l'enseignement agricole public.

Cordialement

Pour le SNETAP-FSU

Yoann VIGNER
Secrétaire national du Secteur Pédagogie et Vie scolaire